

## **MOTION DE SOLIDARITÉ AVEC LE MOUVEMENT DES CHEMINOTS ET LEUR INTERSYNDICALE, POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ**

Au mois de mars 2018, le Premier ministre a présenté les principales mesures de la réforme qu'il entend mener pour l'avenir de la SNCF, ainsi que la méthode qu'il souhaite employer pour y parvenir.

Le SNE-FSU défend une politique ambitieuse du ferroviaire sur tous les territoires et pour tous les citoyens, pour un transport plus respectueux de l'environnement, outil de la lutte contre le changement climatique, les nuisances et les coûts du tout routier.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, nous constatons tous :

- dans les territoires ruraux, la disparition des gares et des trains,
- sur les aires urbaines, le manque d'investissement et la vétusté des matériels qui perturbe quasi quotidiennement les trajets domicile-travail, notamment pour les usagers franciliens.
- l'abandon d'une politique « marchandise » délaissant le fret au profit de la route.

Le Sne-FSU dénonce la communication gouvernementale qui fait porter la responsabilité de la situation de la SNCF sur le statut des cheminots, et laisse croire aux citoyens que ce projet de réforme ne remettrait pas en cause le service public du transport, et l'avenir des « petites lignes », quand une grande part de l'endettement de la SNCF provient de la politique du tout TGV, et des défauts d'investissement de l'Etat. Le Sne-FSU n'oublie pas que des promesses d'investissements et de développement, non respectées, avaient aussi été faites pour le fret SNCF ouvert à la concurrence il y a plus de 10 ans.

Le Sne-FSU dénonce l'ouverture au capital et la privatisation de la SNCF, qui sont les vrais objectifs du gouvernement, et le déni de démocratie qui consiste à menacer du passage par ordonnance, pour étouffer tout débat public sur l'avenir d'un des plus grands services publics français.

Lorsque les cheminots défendent leur statut, comme un modèle qui puisse encore servir à l'embauche des futurs cheminots, ils combattent la résignation dans laquelle le gouvernement voudrait que s'inscrivent l'ensemble des agents publics face à la casse de leurs statuts. Contrairement aux affirmations fallacieuses du gouvernement, les statuts des cheminots, comme ceux de tous les agents publics ont évolué à de nombreuses reprises ces dernières décennies.

Au même titre que les fonctionnaires possèdent un statut qui leur permet de participer à l'égalité d'accès et de traitement de tous les citoyens au service public, le statut du cheminot lui permet de ne pas soumettre la sécurité des voyageurs aux seules injonctions du profit économique.

**Pour toutes ces raisons le Sne-FSU tient à témoigner de sa solidarité au mouvement des agents de la SNCF.**